

Equipe de travail informelle multipartite chargée de fournir des recommandations Au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA (immédiate et durable)

Compte-rendu de la troisième réunion

La troisième réunion de l'équipe de travail informelle multipartite chargée de fournir des recommandations au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA s'est tenue le 15 septembre 2022. La réunion s'est tenue virtuellement.

Bienvenue, objectifs de la troisième réunion de l'équipe de travail et adoption de l'ordre du jour de la réunion

La coprésidente de l'équipe de travail, Mme Julia Martin des États-Unis d'Amérique, a présidé la réunion, le Dr Mohamed Chakroun s'étant excusé. Mme Martin a souhaité la bienvenue aux membres de l'équipe de travail et a présenté l'ordre du jour proposé pour la réunion, qui a été approuvé par ceux-ci. La réunion avait pour but de faire avancer la discussion et l'examen des diverses options de mobilisation des ressources et d'analyser d'autres stratégies possibles pour un financement durable à long terme.

Rappelant les options discutées lors des deux premières réunions de l'équipe de travail et jugées prometteuses pour un financement durable de l'UBRAF

George Farhat, Directeur du département Gestion financière et responsabilisation de l'ONUSIDA, a informé l'équipe de travail de la situation financière actuelle du Programme conjoint. Il a fait état de changements modestes dans la situation financière depuis que l'équipe de travail a été mis à jour lors de ses première et deuxième réunion, bien qu'il ait noté que l'effet négatif des fluctuations monétaires s'était accru au cours de l'été, l'euro étant désormais effectivement à parité avec le dollar américain. Le Programme conjoint continue de prévoir 162 millions de dollars US de contributions, ce qui laisse un écart de 25 millions de dollars US pour l'objectif de mobilisation des ressources de base et de 47 millions de dollars US par rapport au budget seuil total de l'UBRAF approuvé. Le Programme conjoint attend de recevoir des fonds d'un certain nombre de pays qui ont pris des engagements, et le changement de gouvernement au Royaume-Uni a rendu difficile la projection de la contribution finale de ce dernier.

Gérer les fluctuations monétaires

Mme Martin a rappelé que le Bureau du CCP avait approuvé la recommandation de l'équipe de travail de demander aux gouvernements d'augmenter leurs contributions au Programme conjoint en 2022 et 2023, notamment pour compenser la perte de fonds résultant de la modification substantielle des taux de change. Mme Martin a noté que le plaidoyer concernant les actions liées à la monnaie se concentrerait principalement sur les gouvernements qui n'ont pas encore transféré leurs contributions à l'ONUSIDA, car l'ajustement rétroactif des contributions est souvent plus complexe. Le Bureau du CCP a également approuvé la recommandation alternative de l'équipe de travail d'envisager

un protocole d'accord avec les gouvernements pour utiliser un taux de change préférentiel (déterminé par le donateur) pour les contributions au Programme conjoint afin de se protéger contre les fluctuations futures des taux de change.

Outre les ajustements effectués par les bailleurs pour tenir compte des fluctuations monétaires, il a également été rappelé que le Bureau du CCP avait approuvé la recommandation de l'équipe de travail de demander à chacun des 11 États membres du CCP bailleurs de fonds d'augmenter leurs engagements volontaires en faveur du Programme conjoint de 1 million de dollars. L'équipe de travail a également recommandé que des 11 autres États membres du CCP, ceux des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur soient invités à contribuer 500 000 dollars US au Programme conjoint, et que ceux des pays à revenu intermédiaire supérieur ou des pays à revenu élevé de contribuer 1 million de dollars US. Mme Martin a indiqué que les lettres adressées aux États membres du CCP de l'ONUSIDA (bailleurs de fonds et non-bailleurs de fonds) demandant une action pour combler le déficit de financement immédiat du Programme conjoint ont été rédigées, diffusées pour commentaires et révisées. Les lettres, qui devaient être envoyées aux États membres du CCP la semaine de la troisième réunion, doivent être signées par les coprésidents de l'équipe de travail et la Directrice exécutive de l'ONUSIDA. Efraim Gómez, Chef du personnel de l'ONUSIDA, a indiqué que les lettres sont adressées aux chefs de mission à Genève, bien qu'à la suite des discussions de l'équipe de travail, il a été convenu, qu'au cas par cas, la capitale peut être en copie sur les lettres adressées aux missions. Les coprésidents de l'équipe de travail effectueront des appels téléphoniques de suivi. Mme Martin a indiqué que l'Ambassadrice Bathsheba Nell Crocker, représentante permanente du gouvernement américain auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève, avait accepté d'appeler ses homologues d'autres gouvernements au sujet du financement de l'ONUSIDA. Mme Martin a noté que l'ouverture de la 77^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2022 coïncidait avec la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), et permettrait de renforcer les messages de financement de l'ONUSIDA avec les gouvernements.

Co-investissement au Fonds mondial et au Programme conjoint

Il a été rappelé que le Bureau du CCP avait approuvé la recommandation de l'équipe de travail d'encourager les annonces simultanées de co-investissement au Programme conjoint et au Fonds mondial. Le Bureau du CCP a également approuvé la recommandation de l'équipe de travail de demander aux gouvernements de prendre des mesures immédiates pour assurer des contributions équilibrées au Programme conjoint et au Fonds mondial.

Mme Martin a noté que l'Allemagne, en annonçant récemment sa contribution à l'ONUSIDA, a spécifiquement lié les investissements au Programme conjoint et au Fonds mondial. Le membre de l'équipe de travail venant du Fonds mondial a suggéré qu'il serait préférable de demander un financement intégral pour le Programme conjoint

et le Fonds mondial plutôt qu'un financement équilibré. L'équipe de travail a convenu qu'une contribution minimale de 3 millions de dollars US au Programme conjoint était raisonnable pour les pays qui apportent des contributions importantes au Fonds mondial, mais qui donnent peu à l'ONUSIDA. L'équipe de travail a demandé que le Secrétariat revoie, à la quatrième réunion de l'équipe de travail, ses projections concernant les montants de financement supplémentaire qui pourraient être obtenus grâce aux diverses options approuvées par celle-ci. .

Mme Martin a rappelé aux membres de l'équipe de travail les différentes options possibles de financement à plus long terme qui avait été identifiées lors de ses précédentes réunions. Il a été noté que l'équipe de travail examinera chacune de ces options possibles de financement durable avant de présenter son rapport final au Bureau du CCP. L'équipe de travail a suggéré qu'il pourrait être utile d'explorer l'idée d'identifier des allocations de « partage équitable » entre les pays, en portant une attention particulière aux pays qui ne soutiennent pas actuellement l'ONUSIDA.

Présentation des éléments clés du projet de Stratégie de mobilisation des ressources du Programme conjoint 2022-2026

Mme Rosemary Museminali, Directrice des Relations extérieures et avec les donateurs de l'ONUSIDA, a décrit les travaux du Programme conjoint visant à élaborer une stratégie de mobilisation des ressources pour recueillir 210 millions de dollars US par an pour un UBRAF entièrement financé. La nouvelle stratégie s'appuie sur les leçons tirées de la stratégie précédente pour 2017-2021 et a été éclairée par les commentaires des coparrainant et des partenaires.

La stratégie prévoit des approches adaptées à différentes catégories de comptes. Un élément important de la stratégie consiste à maintenir un soutien solide de la part des *grands comptes*, qui sont les principaux bailleurs de fonds actuels du Programme conjoint. L'ONUSIDA s'efforcera de fournir les informations nécessaires à ces bailleurs de fonds pour qu'ils puissent prendre leurs décisions et s'efforcera également d'exercer une influence politique dans ces pays afin d'obtenir un soutien fort pour le Programme conjoint.

Les comptes de suivi et de croissance incluent les pays qui soutiennent l'ONUSIDA, mais qui pourraient en faire plus. Dans certains cas, ces pays ont réduit leur financement à l'ONUSIDA au fil du temps. Une analyse plus détaillée sera nécessaire pour élaborer des approches stratégiques afin de récupérer ce financement.

Le programme conjoint devra *acquérir* de nouvelles sources de financement. Elles proviendraient de sources de financement potentielles qui ne contribuent pas actuellement au programme conjoint. Les fondations représentent un groupe de nouveaux donateurs potentiels, et le Programme conjoint est en train de recruter un expert pour travailler sur la mobilisation des ressources auprès des fondations. Les fondations qui soutiennent actuellement le programme conjoint ou qui l'ont fait dans le

passé comprennent la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation Open Society et la Fondation Ford.

La stratégie identifie quatre domaines de changement qui seront nécessaires pour atteindre les objectifs de mobilisation des ressources. Un *environnement favorable* sera nécessaire, la mobilisation des ressources étant prioritaire pour l'ensemble du Secrétariat. Des communications et des analyses de puissance seront nécessaires pour cibler les efforts visant à *influencer et à mobiliser les donateurs*. Des *propositions de valeur* convaincantes devront être élaborées, à la fois pour une consommation générale et pour être adaptées à des cibles spécifiques de mobilisation des ressources. Des *améliorations importantes* au processus, y compris renforcer la capacité d'élaboration des propositions et de gestion des subventions, seront nécessaires.

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie nécessitera une approche de l'ensemble de l'organisation. La directrice exécutive et les autres cadres supérieurs assureront le leadership général, et le bureau de mobilisation des ressources pilotera la gestion des relations et travaillera en étroite collaboration avec les différentes parties du Secrétariat. Les partenariats devront être maintenus et renforcés, notamment avec le Fonds mondial. Les régions clés et les programmes nationaux joueront également un rôle dans la mobilisation des ressources, et le département de gestion veillera à l'amélioration des processus et à leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la gestion des subventions.

Lors de la discussion de la présentation de la stratégie de mobilisation des ressources, l'équipe de travail a noté que la grande majorité du financement de l'ONUSIDA est fournie par six donateurs, ce qui représente une faiblesse et une vulnérabilité importantes qui doivent être abordées. Mme Museminali a exprimé son accord et a évoqué l'accent mis par la nouvelle stratégie sur le développement de nouveaux donateurs et sur l'augmentation des contributions des donateurs actuels qui pourraient contribuer davantage.

Il a été convenu que le programme conjoint doit renforcer son analyse de rentabilité afin d'attirer de nouveaux donateurs et de mobiliser de nouvelles ressources. Il a été suggéré que l'analyse de rentabilité de l'ONUSIDA doit être claire et convaincante et éviter la dilution en abordant trop de questions, en particulier celles qui ne sont pas au cœur de la mission du Programme conjoint. Les membres de l'équipe de travail ont indiqué que l'analyse de rentabilité devait refléter l'évolution substantielle de l'environnement et de l'architecture de la santé et du développement au niveau mondial au cours des 10 à 20 dernières années et ne pas s'appuyer sur des arguments qui ont peut-être trouvé un écho il y a vingt ans mais qui sont moins convaincants aujourd'hui.

L'équipe de travail a discuté des différences entre les fonds opérationnels et les fonds extrabudgétaires, indiquant que ces deux catégories créaient parfois de l'incertitude. Mme Martin suggère que l'équipe de travail pourrait demander au Secrétariat de fournir un document d'information résumant tous les fonds extrabudgétaires et les activités qu'ils soutiennent, afin de permettre à l'équipe de travail et au CCP d'obtenir un portrait

plus clair du financement extrabudgétaire Un membre de l'équipe de travail a mis en garde contre le fait de permettre que l'agenda de bailleurs de fonds individuels mène le Programme conjoint, par le biais de fonds extrabudgétaires, à des activités qui ne sont pas clairement alignées sur les principaux domaines de travail du Programme conjoint. Mme Museminali a déclaré que les fonds extrabudgétaires étaient énoncés au sein de l'UBRAF et que les fonds opérationnels reçus visaient à faire progresser ses objectifs. Alors que la nouvelle stratégie de mobilisation des ressources se concentre principalement sur les fonds opérationnels de l'UBRAF, Mme Museminali a noté que les fonds extrabudgétaires peuvent inclure des initiatives stratégiques qui favorisent les objectifs et l'impact souhaité de l'UBRAF. M. Gómez a déclaré que l'ONUSIDA accueillerait favorablement les recommandations de l'équipe de travail sur la meilleure manière d'équilibrer les efforts de mobilisation des ressources pour les fonds opérationnels et les fonds extrabudgétaires.

L'équipe de travail a eu une brève discussion sur l'opportunité et la faisabilité de rechercher un financement pour le programme conjoint auprès de l'industrie pharmaceutique. Un membre du Groupe de travail a déclaré que les contributions de l'industrie pharmaceutique pourraient potentiellement compromettre le plaidoyer du Programme conjoint sur l'accès équitable aux médicaments et autres produits de santé. Il a été convenu qu'il fallait poursuivre la réflexion et la discussion sur l'industrie pharmaceutique en tant que donateur potentiel de l'ONUSIDA.

Discussion sur le financement durable du Programme conjoint

La dernière partie de la troisième réunion a lancé l'examen par l'équipe de travail des options possibles pour un financement durable à plus long terme du Programme conjoint. Plus précisément, l'équipe de travail a discuté de la question de savoir si les pays qui reçoivent des fonds de l'enveloppe de l'UBRAF pourraient être invités à égaler ces fonds, de manière à mobiliser efficacement les fonds de l'ONUSIDA pour maximiser l'impact des enveloppes pays. Il a été affirmé que les enveloppes nationales sont relativement petites et de nature catalytique, et que si un financement de contrepartie pouvait améliorer l'impact des enveloppes nationales, il n'augmenterait pas les fonds opérationnels de l'ONUSIDA. Les résultats de l'évaluation des enveloppes nationales sont attendus d'ici la fin de l'année et fourniront probablement des orientations utiles pour améliorer le financement des enveloppes. L'équipe de travail a convenu que le Programme conjoint ne devrait pas demander uniformément des fonds de contrepartie à tous les bénéficiaires des enveloppes nationales, mais que des fonds de contrepartie pourraient être demandés au cas par cas, en particulier dans les pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante.

Prochaines étapes

La quatrième réunion de l'équipe de travail, qui aura lieu en octobre, sera axée sur (1) la mise à profit de la relation du Programme conjoint avec le Fonds mondial pour mobiliser de nouvelles ressources pour ledit programme ; (2) les options de financement durable, y compris l'entretien de bonnes relations avec de nouveaux

donateurs ; et (3) stratégies de mobilisation de nouvelles ressources auprès des États membres.